



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

Fauchage de végétation herbacée et arbustive sur les accotements des pistes et routes forestières gérées par l'ONF

(DEVF 2025)

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE- MAPA -

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-7302-004**

#### Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles relatives **au fauchage de végétation herbacée et arbustive sur les accotements des pistes et routes forestières gérées par l'ONF** sur l'ensemble du Département de la Réunion.

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction Régionale de la Réunion.  
Agence Travaux de la Réunion.

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M Adrien FRANCK, Directeur de l'Agence Travaux de l'Office National des Forêts de la Réunion.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>3</b>
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L' ACCORD-CADRE .....	3
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	3
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	3
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	3
<b>2</b>	<b>OBJET – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
2.2.	PROCEDURE.....	3
2.3.	CLASSIFICATION CPV .....	4
<b>3</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
3.1.1.	<i>Décomposition en lots</i> .....	4
3.1.2.	<i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i> .....	4
3.2.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
3.3.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	4
<b>4</b>	<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
5.1.	PASSATION DES COMMANDES .....	5
5.1.1.	<i>Modification d'un bon de commande</i> .....	6
5.1.2.	<i>Suspension d'un bon de commande</i> .....	6
5.1.3.	<i>Résiliation d'un bon de commande</i> .....	6
5.2.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS .....	6
<b>6</b>	<b>PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>6</b>
6.1.	UNITE MONETAIRE.....	6
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX .....	6
6.2.1.	<i>Nature des prix</i> .....	6
6.2.2.	<i>Contenu des prix</i> .....	6
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	7
6.3.1.	<i>Modalité de révision des prix</i> .....	7
6.3.2.	<i>Clause butoir</i> .....	7
6.3.3.	<i>Clause de sauvegarde</i> .....	7
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	7
6.4.1.	<i>Avance</i> .....	7
6.4.2.	<i>Acomptes</i> .....	7
6.4.3.	<i>Facturation</i> .....	8
6.4.4.	<i>Dématérialisation des factures</i> .....	8
6.4.5.	<i>Païement des sous-traitants</i> .....	8
6.4.6.	<i>Délai global de paiement</i> .....	8
6.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance</i> .....	9
<b>7</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>9</b>
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE .....	9
7.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF .....	9
7.3.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE .....	9
<b>8</b>	<b>DROIT, LANGUE .....</b>	<b>9</b>
<b>9</b>	<b>PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>10</b>
9.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS .....	10
9.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	10
9.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	10
9.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....	10

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 Paris RCS dont le siège est 2 avenue Saint Mandé à Paris 12<sup>ème</sup> et dont le service extérieur, en charge de la passation du marché, est la Direction régionale de la Réunion.

### 1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur de l'Agence travaux Réunion agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2019-01 du 14 janvier 2019 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs d'agence :

Monsieur le Directeur de l'Agence Travaux de la Réunion  
7 impasse Bonaparte – CSS 22114  
97831 le Tampon  
Email : [adrien.franck@onf.fr](mailto:adrien.franck@onf.fr)

### 1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances) est :

L'Agent Comptable Secondaire de l'ONF  
Boulevard de la Providence – CS 71072 – 97404 Saint Denis Cedex  
Email : [compta.onf-reunion@onf.fr](mailto:compta.onf-reunion@onf.fr)

### 1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif ou technique est :

Lot 1 et 2 Unité de Production Nord Est :	Marianne De BRITO-MASSON (0692 34 51 96)
Lot 3 Unité de production Sud Ouest:	Eric BOUQUET (0692034 52 35)
Lot 4 Unité Production Haut Sous le Vent :	Florent ESPINAS (0692 25 24 50)

### 1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction régionale.

## 2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations relatives **au fauchage de végétation herbacée et arbustive sur les accotements des pistes et routes forestières gérées par l'ONF** sur l'ensemble du Département de la Réunion.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– dans sa dernière version actualisée.

### 2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

### 2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

## 3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique

Le marché à conclure pour chacun des lots, est mono-attributaire, à prix unitaires avec engagement de commandes avec minimum € et maximum € et **prendra fin le 31 aout 2026.**

#### 3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 4 lots, chacun donnant lieu à un marché, comme décrit ci-dessous :

Lots	Lieux d'exécution	Quantité minimale estimée de commande sur 17 mois	Quantité maximale estimée de commande sur 17 mois
1	<u>Unité production NORD Est :</u> Zones "Salazie, Pl. des Palmistes, St-Benoit,	5 000 €ht	55 000 €ht
2	<u>Unité production NORD Est :</u> Zones "La Providence, la Bretagne, la Montagne."	5 000 €ht	25 000 €ht
3	<u>Unité production SUD :</u> toutes zones y compris Ste Rose.	5 000 €ht	50 000 €ht
4	<u>Unité production HAUTS sous le VENT :</u> "Le Guillaume, Le Tévelave".	5 000 €ht	50 000 €ht
	(total tous LOTS)	(20 000 €ht)	(180 000 €ht)

Le détail de ces lots figure dans les autres documents de la consultation : CCTP, BPU et CMCO.

#### 3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots, sous réserve de disposer des moyens pour les réaliser.

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

**La sous-traitance n'est pas autorisée.**

### 3.2. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

### 3.3. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

## 4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et la proposition commerciale du soumissionnaire (BPU) au présent marché ;
- Le Règlement de Consultation (RC) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le CNPTSF et les Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001 – dans sa dernière version actualisée ;

A noter, les Clauses Générales d'Achat de prestation de services forestiers en forêt domaniale étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 5.1. Passation des commandes

Les commandes de prestations de services sylvicoles sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes (EXE) émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bons de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : **2025-7302-004** ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

Les bons de commande sont adressés par courrier ou courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

Chacun des chantiers fera l'objet d'un bon de commande (cf. article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations de services forestiers) avec des délais à respecter par l'entreprise.

En cas de non-respect des délais, il sera fait application de pénalités à l'encontre de l'entreprise (cf. article 8.1 des clauses générales d'achat de prestations de services forestiers).

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

#### 5.1.1. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

#### 5.1.2. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

#### 5.1.3. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### 5.2. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat de services forestiers

## 6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

### 6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

### 6.2. Forme et contenu des prix

#### 6.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, les prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

#### 6.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### 6.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour les 12 premiers mois. Ils sont ensuite révisables dans les conditions suivantes : CCAG « Achat de Services Forestiers en forêt domaniale » v F mai 2022.

La formule est la suivante :  $P = Po * [0,15 + 0,85 (a * Mat/Mato + b * E/Eo + c * MS/MSo)]$

P : Prix hors taxe révisé à l'année n

Po : Prix hors taxe précédant l'année de reconduction

a, b, c : Poids relatif des différents indices (voir tableau ci-dessous)

Dans tous les cas, la somme a + b + c doit être égale à 1.

	Indices	Prestations mécanisées	Prestations manuelles
a	Matériels agricoles (Mat)	0,60	0,15
b	Energie et lubrifiant (E)	0,20	0,15
c	Masse salariale et cotisation (MS)	0,20	0,70

La valeur des indices de révision est celle des derniers indices connus (mensuels ou trimestriels) au premier janvier.

La valeur des indices de base est celle des mêmes indices un an auparavant, sauf pour les marchés notifiés en cours d'année, pour lesquels la valeur des indices de base est celle des indices du mois de notification du marché.

Nom de l'indice :	Identifiant :	Lien vers le site INSEE :
Prix d'achat des moyens de production agricole – Matériel Agricole (Mat)	010539152	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010539152">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010539152</a>
Energie et lubrifiants (E)	010539009	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010539009">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010539009</a>
Salaires et cotisations (travail du bois, industries du papier et imprimerie) (MS)	010562767	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562767">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562767</a>

#### 6.3.1. Modalité de révision des prix

Les prix sont révisés au cours du marché une fois par an, à la date d'anniversaire de la notification du marché, sur la base d'une proposition du titulaire au regard des prix publics appliqués.

Le titulaire transmet à l'ONF une proposition de révision des prix dans un délai de trois semaines avant la date anniversaire de notification du marché.

Toute proposition de révision de prix sera accompagnée de justifications écrites de la part du titulaire.

L'ONF dispose d'un délai d'un mois à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché pour accepter et mettre en place les prix révisés ou refuser la révision.

#### 6.3.2. Clause butoir

L'évolution des prix de règlement résultant de l'application de la formule sera limitée à une augmentation de 3% maximum l'an.

#### 6.3.3. Clause de sauvegarde

L'ONF se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application des prix révisés lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 6 % l'an.

### 6.4. Modalités essentielles de paiement

#### 6.4.1. Avance

Sans objet

#### 6.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

#### 6.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : **2025-7302-004** ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

Afin de pouvoir attester de la réalisation des prestations, il est demandé aux entreprises de prendre une ou plusieurs photographies avant intervention et après intervention.

**Ces photos seront à joindre obligatoirement à la facturation. A défaut les factures seront rejetées.**

#### 6.4.4. Dématérialisation des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la Commande Publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisé via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- **Numéro de marché :**  
Marché N° **2025-7302-004**
- **Numéro d'engagement juridique :**  
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4700XXXXX
- **Numéro d'identification :**  
Le SIRET de la DR de l'ONF : 662 043 116 00802

#### 6.4.5. Paiement des sous-traitants

Sans objet

#### 6.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.



Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **6.4.7. Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### **7 PENALITES**

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues au Cahier des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale. Par dérogation à l'article 8.1.1 du Cahier des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale, il pourra être appliqué une pénalité minimale de 200 euros par semaine de retard.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

#### **7.1. Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenus sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

#### **7.2. Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

#### **7.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

### **8 DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français. Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

## **9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **9.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **9.2. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **9.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

Fait au Tampon, le

Le Directeur d'Agence Travaux  
de l'Office National des Forêts de la Réunion

Adrien FRANCK